

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative – Bâtiment A
24016 PÉRIGUEUX CEDEX

PÉRIGUEUX, le 26/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



PREVOT SA
La Cavaille
24100 BERGERAC

Références : FF/FF/UbD24-47/235/2022

Code AIOT : 0005206216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement PREVOT SA implanté La Cavaille 24100 BERGERAC. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREVOT SA
- La Cavaille 24100 BERGERAC
- Code AIOT : 0005206216
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

PREVOT SA est une société familiale créée en 1965 par Monsieur PREVOT et reprise en 1990 par son fils Monsieur Pascal PREVOT, actuel président.

Initialement spécialisée dans la fabrication de fenêtre bois, les activités de la société comprennent

maintenant les menuiseries aluminium et PVC.

Sa clientèle est surtout professionnelle (Point P en majorité depuis la fermeture des Nouvelles Menuiseries Grégoire). À noter que la fermeture de cet établissement a engendré une baisse de la production des modèles de séries.

Cette baisse de la production « de série » a engendré une réorganisation de la production (petite série et sur-mesure) qui a découlé sur une diminution des consommations énergétiques (passage de 468 kW en 2011 à 330 kW en 2021).

La plage horaire de travail des 26 salariés du site s'étend de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h du lundi au vendredi, avec une fermeture le vendredi après-midi, le samedi et le dimanche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendies
- Foudre

Le détail des points contrôlés est exposé au paragraphe 2.2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation a peu évolué, contrairement aux produits chimiques utilisés qui sont maintenant majoritairement en phase aqueuse.

OBSERVATION 1 : L'exploitant devra, dans un délai de 30 jours, faire un point vis-à-vis du classement de son installation vis-à-vis de la rubrique 2940, au regard des produits chimiques (type et quantité) présents sur son installation.

En effet, le régime de classement pour la rubrique 2940 est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B/2$.

À noter également que le décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 a modifié la nomenclature ICPE, supprimant le régime de l'autorisation pour la rubrique 2410. L'installation est donc désormais soumise à Enregistrement. Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné continuent de s'appliquer.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.2 Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 28.4	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.3	Sans objet
4	Permis d'intervention et/ou permis de feu	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.6	Sans objet
5	Consignes	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I > 4.7 Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Consignes	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.8	Sans objet
7	Consignes	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 2.5	Sans objet
8	Consignes	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.5	Sans objet
9	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 3.5	Sans objet
13	Mesure des émissions	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 19	Sans objet
14	Détections en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 25.11	Sans objet
15	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.2	Sans objet
18	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.7	Sans objet
19	Chimique	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 25.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Matériel électrique de sécurité	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.4	Sans objet
10	Interdiction des feux	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.5	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/04, article Annexe I > 3.6	Sans objet
12	Propreté	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 3.4.	Sans objet
16	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.4	Sans objet
17	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des non-conformités relevées sont liées à l'absence de formalisation des différentes consignes. Le temps que ce rapport soit édité, l'exploitant avait déjà justifié de la levée de plusieurs non-conformités. Un courrier en réponse permettra de solder ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.2 et Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 28.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none">– présence des extincteurs et RIA ;– justification de la vérification annuelle de ces matériels ;– présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) ;– implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ;– présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;– présence de plans de locaux, avec descriptions des dangers associés ;– dans les locaux abritant des produits combustibles ou inflammables, présence d'un système d'alarme incendie, de robinets d'incendie armés et d'une réserve de produits absorbants supérieure à 100 litres équipés d'une pelle ;– les stocks de produits inflammables (diluants, solvants) sont limités à la stricte nécessité de l'exploitation ;– les stocks de produits inflammables sont placés dans des armoires métalliques ou constituées de matériaux ignifugés ou isolés par des murs coupe-feu de degré deux heures des machines de production et des locaux destinés au stockage de papier ou de cartons.
Constats : Le site dispose de 2 poteaux incendies : <ul style="list-style-type: none">– un au nord-ouest, en bordure de la route départementale 936, à la limite entre le terrain non bâti à l'ouest du site et le Magasin bio ;– l'autre au coin sud-ouest du site. <p>L'assureur de l'exploitant a demandé la mise en conformité des installations avec le référentiel APSAD N4. Le nombre d'extincteur a été augmenté passant à 25 à 73. Les extincteurs 18, 33, 45 et 47 ont été vérifiés, ils sont conformes, sauf pour la localisation du n°47 (inaccessible).</p> <p>Le nombre de RIA est toujours de 9.</p> <p>La dernière vérification RIA et extincteurs date du 16 juin 2022. En raison du passage au N4, la rédaction du rapport de la société de vérification n'est pas terminée.</p> <p>Les locaux sont équipés d'une alarme à déclenchement manuel. Plusieurs déclencheurs ont été observés sur le site.</p> <p>Les plans des locaux en lien avec la sécurité incendie (emplacement des détecteurs, des extincteurs, RIA...) vont donc être remis à jour.</p> <p>Les stocks de produits inflammables sont limités au besoin de l'installation, soit une cuve de 1000L. La consommation est d'environ 3000L par an. Il se trouve dans un local séparé du local contenant les machines de production par un mur.</p>
Observations : L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées (IIC), dès réception et au plus tard sous 2 mois, le rapport de vérification annuelle des moyens de secours contre l'incendie et les plans de ces installations à jour. Lors de l'inspection, il a été constaté que le bas du dévidoir du RIA n°7 était situé à environ 1,85 m du sol,

pouvant rendre son utilisation compliquée. Pour rappel, un RIA doit normalement être installé de manière à ce que l'axe du dévidoir soit situé entre 1,20 m et 1,80 m du sol. **L'exploitant mettra ce RIA en conformité dans un délai de 2 mois.**

L'exploitant contrôlera l'accessibilité de l'ensemble de ses extincteurs et RIA.

Si les investigations liées à la présence de produits chimiques inflammables ou dangereux (cf. observation 1 page 5) concluent à la présence de produits inflammables, l'exploitant confirmera que le mur entre le local contenant les machines de production et le local de stockage des produits inflammables est bien coupe-feu 2 heures. **L'attestation sera à fournir dans un délai de 2 mois**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Zone à risque

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Objet du contrôle :

- présence du plan de l'atelier indiquant les différentes zones de danger ;
- présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan.

Constats : L'exploitant enverra sous 2 mois les plans à jours à l'IIC. Il prendra soin d'y faire figurer les différentes zones ainsi que les différents dangers associés. Au besoin la signalisation déjà présente sur le site sera mise à jour.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique dans les zones ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 présentant des risques d'explosion, les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret no 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive et prendre en compte les dispositions de l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive et à l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installations de matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter. Elles doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p> <p>Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a évoqué une étude ATEX menée par l'APAVE en 2004 concluant à l'absence de zone ATEX sur le site.</p> <p>Cependant, compte-tenu de l'évolution de l'activité, notamment au niveau du stockage des poussières (Bennes fermées potentiellement génératrice d'une zone ATEX), une mise à jour de cette étude est nécessaire.</p>
<p>Observations : L'exploitant fera procéder à la mise à jour de l'étude ATEX du site dans un délai de 12 mois. Au besoin une mise à jour des documents de recensements des risques sera à effectuer à l'issue de cette étude.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Permis d'intervention et/ou permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne « permis d'intervention » et éventuellement un « permis de feu »
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purges des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
Constats : La mise en place des permis d'intervention et de feu est géré par le président de la société. Cependant, le jour de l'inspection, il n'existait pas de document formalisant la mise en place de ces procédures. L'exploitant régularisera, sous 30 jours, l'ensemble de ses procédures et consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I > 4.7 et Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">– l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 ;– l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ;– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;– les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;– les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;– les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;– la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc (affichage obligatoire) ;– les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement, prévues au point 2.11 ; (2415)– l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les jours de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que les procédures n'étaient pas formalisées. L'exploitant régularisera, sous 30 jours, l'ensemble de ses procédures et consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les modes opératoires ; – la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisance générées ; – les instructions de maintenance et de nettoyage ; – les conditions de conservation et de stockage des produits et la limitation au strict nécessaire des quantités.
Constats : Les jours de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que les procédures n'étaient pas formalisées. L'exploitant régularisera, sous 30 jours, l'ensemble de ses procédures et consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Les jours de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que les procédures n'étaient pas formalisées. L'exploitant régularisera, sous 30 jours, l'ensemble de ses procédures et consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes spéciales précisent : <ul style="list-style-type: none"> – L'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; – La composition des équipes d'intervention ; – La fréquence des exercices ; – Les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ; – Les modes de transmission et d'alerte ; – Les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels ; – Les personnes à prévenir en cas de sinistre ; – L'organisation du contrôle des entrées et de la police intérieure en cas de sinistre.
Constats : Les jours de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que les procédures n'étaient pas formalisées. L'exploitant régularisera, sous 30 jours, l'ensemble de ses procédures et consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrées/sorties
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté que les bons de livraisons étaient conservés mais qu'il n'y avait pas de registre ou d'outil informatique permettant un suivi de l'état des stocks de produits dangereux.</p> <p>L'exploitant mettra en place un registre (papier ou dématérialisé) de suivi de l'état des stocks sous 30 jours. Il y fera figurer les résultats des contrôles d'état des stocks.</p> <p>Comme exposé précédemment, les plans étant en cours de réfection, l'exploitant fournira sous 30 jours à l'IIC les plans des stockages de produits dangereux à jours.</p> <p>Il prendra en compte les données des FDS afin de déterminer les produits dangereux présents sur son site et faire figurer les zones concernées sur le plan.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de matières dangereuses dans les ateliers. À noter que l'exploitant devra faire apparaître clairement cette consigne dans les consignes d'exploitation à formaliser.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article Annexe I > 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage ATEX + feu interdit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Objet du contrôle : – affichage de l'interdiction en caractères apparents en limite de zone des parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'affichage est présent à l'entrée du site et sur le panneau du personnel. L'exploitant veillera à mettre en place plus de signalisation, notamment dans les zones à risques spécifiques (ATEX, incendie...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/04, article Annexe I > 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications.
Constats : L'exploitant fait effectué une vérification annuelle. La dernière, datant de début septembre 2022, ne présentait pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.
Constats : Le jour de l'inspection les locaux étaient bien entretenus. L'exploitant veillera à mettre en place des consignes de nettoyage et un registre de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mesure des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les frais occasionnés par les mesures prévues aux deux articles précédents du présent arrêté sont supportés par l'exploitant. Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une période minimale de cinq ans. L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure de niveau d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
Constats : Depuis les dernières mesures en 2007, aucune nouvelles machines n'a été installée. À noter qu'un bardage a été installé au niveau des silos à bois. Bien qu'aucune plainte ne soit à déplorer, une non-conformité est remontée en raison de l'ancienneté des dernières mesures. Conformément à son arrêté d'autorisation, l'exploitant fera réaliser, sous 6 mois, une mesure de niveau d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié. Sous 60 jours, il transmettra à l'IIC une date prévisionnelle de réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Détections en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 25.11
Thème(s) : Risques accidentels, Détections des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de détection de fumées est installé dans les locaux à risques: bureaux, local électrique, mécanique et compresseur.</p> <p>Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionneront :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel ; – dans certains cas un système de protection particulière (par exemple, déclenchement d'un arrosage). <p>Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces dispositifs.</p> <p>Constats : Un système de détection de fumée est installé. L'exploitant devra fournir sous 30 jours un plan indiquant la localisation des détecteurs.</p> <p>Le report d'alarme se fait sur les téléphones du gardien, du président et d'un des employés qui est également équipier incendie.</p> <p>La détection déclenche également une alarme générale.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre et Étude foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification de l'ARF et de l'ETF, ainsi que des justificatifs des vérifications à effectuer tout les 5 ans.</p> <p>Constats : L'Analyse du Risque Foudre a été réalisé le 26/10/2012, par la société FRANKLIN sud-ouest. L'Étude Technique Foudre a été réalisé le 18/02/2019, par la société FRANKLIN sud-ouest.</p> <p>Les travaux relatifs à l'ARF et l'ETF sont en cours de réalisation et se termineront fin novembre 2022. Le jour de l'inspection un opérateur de FRANKLIN était sur site.</p> <p>L'exploitant fera effectuer un bilan de conformité par rapport à la réalisation des travaux susmentionnés, par un organisme compétent. Une copie du bilan de conformité sera transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entraînement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an le personnel d'intervention doit avoir participé à un exercice ou à une intervention au feu réel.
Constats : L'exploitant est en contact avec le SDIS pour effectuer des exercices incendies. Les exercices sont effectués tous les ans, le dernier datant du 1er juin 2022. Le 28 septembre 2022 une formation à la manipulation des extincteurs et des RIA a été suivi par une partie des membres de l'installation. L'exploitant fournira à l'IIC : – La liste des personnes formés aux différents risques ; – les justificatifs d'émargement ainsi que le programme des formations suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.6
Thème(s) : Risques accidentels, Registre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie, ainsi que les observations sont consignées dans un registre d'incendie.
Constats : Un registre est en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 26.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. Les moteurs thermiques des groupes de pompage d'incendie doivent être essayés au moins une fois par quinzaine et les nourrices de combustible remplies après toute utilisation. Des contrôles de foisonnement des émulseurs sont effectués au moins une fois par an. Les cuves de stockage d'émulseurs doivent être nettoyées aussi souvent que nécessaire.
Constats : Les extincteurs et RIA sont maintenues en bon état et vérifiés périodiquement. À noter que le site ne dispose pas de système d'extinction automatique (pas de groupe de pompage). Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'émulseur. L'exploitant devra confirmer nécessité d'émulseur sur ces installations à l'IIC sous 30 jours. En cas d'absence d'émulseur, l'exploitant consultera le SDIS pour en confirmer l'inutilité. Enfin, l'exploitant confirmera l'adéquation de ses moyens de luttés contre l'incendie avec les risques présents sur ces installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2003, article 25.4
Thème(s) : Produits chimiques, Produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence des FDS et de l'état des stocks.
Constats : Les FDS sont présentes sur site mais présentent une date d'édition trop ancienne. L'exploitant veillera à demander à ses fournisseurs des FDS actualisées. L'exploitant veillera à se reporter à ses FDS afin de déterminer et confirmer les produits dangereux présents sur son installation. L'exploitant mettre en place un registre d'entrée-sortie des produits dangereux sous 30 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet